

Unité départementale du Haut-Rhin  
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT  
2 PLACE DU GENERAL DE GAULLE  
CS 71354  
68070 Mulhouse

Mulhouse, le 16/01/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/12/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **PROTECHNIC**

66 RUE DES FABRIQUES  
68700 Cernay

Références : 0006702143\_2023\_12\_12\_PROTECHNIC\_VIIC  
Code AIOT : 0006702143

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/12/2023 dans l'établissement PROTECHNIC implanté 41 Avenue Montaigne 68700 Cernay. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PROTECHNIC
- 41 Avenue Montaigne 68700 Cernay
- Code AIOT : 0006702143
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

PROTECHNIC produit différents types de fibres thermocollantes utilisant des colles sans solvant. Cette production représente 80% des activités tandis que le reste de l'activité est dédié à l'impression solvantée (héliogravure). C'est notamment cette activité qui fait l'objet du contrôle.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Émissions canalisées et diffuses de COV

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle   | Référence réglementaire                            | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|---|--|---|-----------------------|
| 1  | Conditions générales de rejet   | AP Complémentaire du 29/03/2021, article 6         | Mise en demeure, respect de prescription  | 6 mois                |
| 3  | Condition de dispersion   | AP Complémentaire du 28/03/2017, article 3.2.1     | Mise en demeure, respect de prescription  | 6 mois                |
| 4  | Fréquence de surveillance   | AP Complémentaire du 28/03/2017, article 9.2.1.1   | Mise en demeure, respect de prescription  | 1 mois                |
| 6  | Contenu du rapport de contrôle réglementaire des émissions atmosphériques | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article : 58-III | Lettre de suite préfectorale  | 3 mois                |
| 7  | Plan de gestion des solvants  | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28-1     | Mise en demeure, respect de prescription  | 3 mois                |
| 8  | Nomenclature Rubrique 1978  | Code de l'environnement, article R513-1.I          | Lettre de suite préfectorale  | 3 mois                |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                    | Référence réglementaire                        | Autre information  |
|----|--------------------------------------|--|--|
| 2  | Conduits et installations raccordées | AP Complémentaire du 28/03/2017, article 3.2.2 | Prescription inadaptée. Fera l'objet d'une modification des prescriptions. |
| 5  | Respect des concentrations et flux   | AP Complémentaire du 29/03/2021, article 7     | Sans objet   |

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite consiste à contrôler les rejets atmosphériques du site, dans le cadre d'une action nationale de l'inspection, notamment les émissions liées aux COV issus de l'utilisation de solvants pour l'activité d'impression.

L'inspection a constaté plusieurs non-conformités relatives aux rejets atmosphériques :

- Pour le conduit 1, une vitesse d'éjection inférieure à la valeur limite prescrite ;
- L'entrave à la bonne dispersion des effluents pour le conduit 4 - extrudeuse BLOWN 1 ;
- Le non-respect des fréquences de surveillance de la vitesse d'éjection (conduit 1) ;
- L'absence d'enregistrement des mesures en permanence de COVNM ;
- Un plan de gestion des solvants manquant de justifications de calcul ;
- L'absence des rejets canalisés des extrudeuses au sein du plan de gestion des solvants.

Ces non-conformités font l'objet d'une proposition de mise en demeure.

Pour les non-conformités suivantes, il est proposé une lettre de suite préfectorale :

- L'absence d'information sur les conditions de fonctionnement pendant les contrôles réglementaires des rejets atmosphériques ;
- Ainsi que l'absence de positionnement de l'exploitant vis-à-vis de la rubrique 1978.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Conditions générales de rejet

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/03/2021, article 6

Thème(s) : Risques chroniques, Air

Prescription contrôlée :  
«

| Identification   | Hauteur en m  | Débit nominal en Nm³/h                          | Vitesse minimum d'éjection en m/s |
|--|---|---|-----------------------------------|
| Conduit n°1 (épurateur thermique)  | 21 m (5 m au-dessus de la hauteur de la partie de cellule BLOWN du bâtiment M5 haute de 16 m construite en 2014)                    | 38500   | 8                                 |
| Conduits n°5, 5 bis et 5 ter (rejets des extrudeuses TX1, TX4 et TX6)  | 11 m [3 m au-dessus du toit du bâtiment THERMOPLAST] (*)  | - TX1 : 4 800<br>- TX4 : 3 400<br>- TX6 : 4 800 | /                                 |
| Conduit n°4 (rejets de l'extrudeuse BLOWN 1)   | 24 m [3 m au-dessus du toit de la cellule BLOWN du bâtiment BLOWN-M5 ] (*)  | BLOWN1 : 320                                    | /                                 |
| Conduit n°4bis (rejets de l'extrudeuse WEB4)   | Le point de rejet des effluents atmosphériques doit dépasser d'au moins 3 mètres les bâtiments situés dans un rayon de 15 mètre (*) |   |                                   |
| Conduit n°2 (rejets de la Double-Graineuse KELLER-DORIAN)  | 12 m [3 m au-dessus du toit du bâtiment Hélioplast ] (**)   | 1550  | /                                 |
| En cas de modification du bâtiment ou des extrudeuses WEB1, WEB2,WB3, ces extrudeuses devront être équipées de conduits de rejets des émissions gazeuses | Le point de rejet des effluents atmosphériques doit dépasser d'au moins 3 mètres les bâtiments situés dans un rayon de 15 mètre (*) |   |                                   |

Constats :  
Par sondage, l'inspection s'est intéressée aux conduits 1 et 4.  
L'inspection constate que le conduit 1, exutoire de l'épurateur, se situe à une hauteur de 5 m au-dessus du toit du bâtiment M5.  
Au sein des rapports de mesures des rejets atmosphériques (constat 4), la moyenne des essais donne une vitesse d'éjection entre 7,0 et 7,52m/s pour les années 2020, 2021 et 2022. Le débit est situé entre 10 207Nm3/h et 12 757Nm3/h pour ces quatre dernières années.  
La vitesse d'éjection n'est pas conforme. Le débit mesuré représente entre 26,5 % et 33 % du débit nominal, l'installation ne fonctionne pas au maximum de ses capacités.  
Concernant les hauteur de cheminée, l'inspection a constaté le conduit 1, exutoire de l'épurateur se situe au-dessus du toit du bâtiment M5 et l'exutoire du conduit de l'extrudeuse BLOWN 1 (n°4) est plus haut que à la toiture du bâtiment M5.  
En l'absence de plan consulté, la conformité n'est pas avérée.

Observations :  
L'inspection propose à Monsieur le préfet de mettre en demeure l'exploitant, vis-à-vis de la non-conformité relevée sur la vitesse d'éjection du conduit 1. En effet, la vitesse d'éjection permet de surélever le panache émis, permettant une meilleure dispersion des fumées.  
L'exploitant communique à l'Inspection dans un délai de 15 jours les justificatifs (plans... permettant de vérifier la conformité des hauteurs des conduits.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois

## N° 2 : Conduits et installations raccordées

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 28/03/2017, article 3.2.2  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Conduit n°1 : L'épurateur thermique BABCOCK traite les émissions de : <ul style="list-style-type: none"><li>- les rejets des 2 rotatives (héliogravure) : CERUTTI et WINDMOELLER</li><li>- les émissions au malaxeur d'encre (cuisine couleurs)</li><li>- les émissions de la machine à laver (au solvant) les fûts</li></ul><br>Conduit n°2 : Le laminateur et la Double-Graineuse KELLER-DORIAN <ul style="list-style-type: none"><li>- Laminateur : rejet recyclé en atelier</li><li>- Double-graineuse KELLER-DORIAN : rejet extérieur en toiture</li></ul> [...] |
| <b>Constats :</b><br>L'inspection constate que les 2 rotatives (héliogravure) : CERUTTI et WINDMOELLER, le malaxeur d'encre (cuisine couleurs) et la machine à laver (au solvant) les fûts possèdent des aspirations connectées à l'épurateur.<br>L'inspection constate que le conduit 2, rejet de la double graineuse, ne fait pas l'objet d'un rejet isolé en toiture, mais qu'il est connecté sur l'épurateur.  |
| <b>Observations :</b><br>Un porté à connaissance relatif au réexamen (directive IED), mentionne la modification des conditions de rejet de la double graineuse.<br>L'inspection procédera à la mise à jour de cette prescription lors d'un prochain Arrêté Préfectoral Complémentaire.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> fera l'objet d'une modification des prescriptions  |

## N° 3 : Condition de dispersion

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 28/03/2017, article 3.2.1   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, air   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>[...] <ul style="list-style-type: none"><li>- la forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère.</li></ul> [...]   |
| <b>Constats :</b><br>L'inspection constate la présence d'un "chapeau chinois" sur le conduit d'évacuation de l'extrudeuse BLOWN 1.<br>Ceci constitue une non-conformité dans la mesure où le chapeau est susceptible d'entraver la bonne dispersion des effluents atmosphériques. |
| .   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, Respect des prescriptions   |
| <b>Proposition de délais :</b> 6 mois   |

#### N° 4 : Fréquence de surveillance

|   |                    |                   |                     |
|---|--------------------|-------------------|---------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 28/03/2017, article 9.2.1.1                 |                    |                   |                     |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, air   |                    |                   |                     |
| <b>Prescription contrôlée :</b>   |                    |                   |                     |
| <b>9.2.1.1.1 : Auto surveillance par la mesure des émissions canalisées ou diffuses</b>           |                    |                   |                     |
| Les mesures portent sur les conduits suivants :   |                    |                   |                     |
| Conduit/installation  | Paramètre          | Fréquence         | Méthodes d'analyses |
| <b>Conduit de rejet de l'épurateur thermique</b>  | Débit              | en permanence     | NFX 10 112          |
|   | Vitesse d'éjection | trimestriel       | /                   |
|   | O <sub>2</sub>     | en permanence     | NF X 20 377 à 379   |
|   | COVnm              | en permanence (*) |                     |
|   | CO                 | annuel            | FD X 20 361 et 363  |
|   | NO <sub>x</sub>    | annuel            | /                   |
|   | CH <sub>4</sub>    | annuel            | /                   |
| <b>Les rejets de la graineuse KELLER-DORIAN</b>   | poussières         | annuel            | /                   |
|   | débit              | annuel            | NFX 10 112          |
|   | poussières         | annuel            |                     |
|   | COVnm              | annuel            |                     |
| <b>Les rejets des extrudeuses :</b><br>- TX (TX1 et TX2)<br>- WEB (WEB1, WEB2 et WEB3)<br>- BLOWN | débit              | annuel            |                     |
|   | poussières         | annuel            |                     |
|   | COVnm              | annuel            |                     |

(\*) ou tout autre paramètre de contrôle représentatif du bon fonctionnement de l'épurateur thermique (art.58-II de l'am du 02/02/1998 susvisé) sous réserve de :

- une parfaite corrélation entre le paramètre surveillé et la teneur en COVnm de l'effluent rejeté, à justifier par l'exploitant ;
- un contrôle **trimestriel** de la teneur en COVnm de l'effluent rejeté.

Les mesures sont effectuées sur une durée d'au moins une durée d'une demi-heure, dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation.

**Constats :**

Les paramètres mentionnés ci-dessus sont mesurés chaque année (période contrôlée de 2020 à 2022) sur l'ensemble des conduits.

En effet, les mesures ont été réalisées :

- du 30/11/2022 au 01/12/2022 (sauf pour Blown 1 le 17/01/2023)
- du 24/11/2021 au 26/11/2021
- du 02/12/2020 au 04/12/2020

Le contrôle pour l'année 2023 n'a pas été réalisé, en date de rédaction de ce rapport. L'exploitant n'a pas transmis de bon de commande indiquant la date d'intervention.

La vitesse d'éjection pour le conduit 1 (épurateur) est mesurée annuellement. Ceci constitue une non-conformité.

Selon l'exploitant, débit, O<sub>2</sub> et COVNM sont mesurés en permanence. Cependant, les données mesurées notamment pour les COVNM ne sont pas accessibles. En effet, l'exploitant explique ne pas avoir assez de ligne sur son enregistreur pour récupérer les données sur les COVNM. Ceci constitue une non-conformité.

**Observations :**

Il a été convenu lors de la visite que le contrôle réglementaire des rejets atmosphériques pour l'année 2023 doit être réalisé avant fin janvier 2024. En l'absence de bon de commande signé, l'inspection propose à Monsieur le préfet de mettre en demeure l'exploitant d'une part de réaliser le contrôle réglementaire de l'année 2023 sous 1 mois ; et d'autre part de respecter les fréquences de mesure pour la vitesse d'éjection et de démontrer à l'inspection que le débit, O<sub>2</sub> et les COVNM sont mesurés en permanence et que ces données sont enregistrées sous 1 mois.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 1 mois

## N° 5 : Respect des concentrations et flux

|   |                                      |                              |  |
|---|--------------------------------------|------------------------------|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 29/03/2021, article 7   |                                      |                              |  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air   |                                      |                              |  |
| <b>Prescription contrôlée :</b>   |                                      |                              |  |
| <b>Conduit n°1</b> ( <i>rejet épurateur thermique</i> )   | COV non méthanique en <b>C total</b> | 30 (*)                       | <1,155 kg/h                                      |
|   | NOx (en équivalent NO2)              | 100 (**)                     | 3,85 kg/h  |
|   | CO                                   | 100 (**)                     | 3,85 kg/h  |
|   | CH4                                  | 50 (**)                      | 1,925 kg/h                                       |
|   | poussières                           | - 40 (***)<br>-100 (***)     | - si flux > 1 (***)<br>- si flux < 1 (***)       |
| <b>Conduit n°2</b> ( <i>rejet graineuse KELLER-DORIAN</i> )   | COV non méthanique                   | 75 (****)                    |  |
|   | poussières                           | - 40 (***)<br>-100 (***)     | - si flux > 1 (***)<br>- si flux < 1 (***)       |
| <b>Conduits n°5, 5 bis et 5 ter</b> (rejet des extrudeuses TX1, TX4 et TX6).<br><b>Conduit n°4</b> (rejet extrudeuse BLOWN 1).<br><b>Conduit n°4bis</b> : (rejet extrudeuse WEB4).<br><br>Au rejet des conduits des extrudeuses WEB1, WEB2, WEB3 en cas de remplacement des installations existantes ou de modification du bâtiment   | poussières                           | - 150 (****)<br>- 100 (****) | - si flux < 0,5 (****)<br>- si flux > 0,5 (****) |
|   | COV non méthanique en C total        | - 110 (****)                 | - si flux (canalisé ou diffus) > 2 (****)        |
| <b>Constats :</b><br>L'inspection s'est intéressée aux conduits 1 et 4 :<br>Les rapports de mesures évoqués au constat précédent (n°4) indiquent des résultats conformes en concentration et en flux.<br>Rapport de contrôle de 2022 :<br>Conduit 1 – épurateur thermique : <ul style="list-style-type: none"> <li>• COVNM : concentration : 0,018 mg/Nm3 et flux : 0,19g/h</li> <li>• NOx : concentration : 19,58 mg/Nm3 et flux : 211g/h</li> <li>• CO : concentration : 18,32 mg/Nm3 et flux : 197g/h</li> <li>• CH4 : concentration : 2,26 mg/Nm3 et flux : 24,29 g/h</li> <li>• Poussières : concentration : 0,33 mg/Nm3 et flux : 3,58g/h</li> </ul><br>Conduit 4 – Blown 1 : Le flux de COVNM est de 63,1g/h pour une concentration de 94,97mg/Nm3. Le flux et la concentration en poussières sont inférieurs aux limites de quantification. |                                      |                              |  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |                                      |                              |  |

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article : 58-III  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, nomenclature   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b><br/> <u>Arrêté Ministériel du 02/02/1998 modifié :</u><br/>         "III.-Les mesures (prélèvement et analyse) des émissions dans l'air sont effectuées au moins une fois par an par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation [...]"</p> <p><u>Arrêté Ministériel du 11/03/2010 modifié :</u><br/>         Annexe IV 2-c) (partiel) Contenu du rapport :<br/>         "Les éléments à fournir dans le rapport d'essais concernent à la fois l'installation contrôlée, les méthodes de mesurage mises en œuvre et les résultats des mesurages. Le rapport comprend a minima :[...]<br/>         -les conditions de fonctionnement de l'installation pendant les essais nécessaires à une interprétation des résultats (nature des produits d'entrée et produits finis, et/ ou la nature du combustible dans le cas des installations de combustion, conditions de fonctionnement : charge nominale, maximale, particulière ; quelles machines sont reliées aux conduits et si elles sont en fonctionnement) ; les conditions sont consignées dans le tableau récapitulatif et/ ou dans un chapitre dédié du rapport ;[...]"</p> |
| <p><b>Constats :</b><br/>         Les conditions de fonctionnement des installations lors des mesures ne sont pas indiquées dans les rapports de rejets atmosphériques. Il convient d'indiquer au vu de la variabilité de fonctionnement des installations, les équipements en fonctionnement lors du contrôle, pour valider le caractère représentatif des mesures.</p>   |
| <p><b>Observations :</b><br/>         L'inspection des installations classées propose à Monsieur le préfet d'adresser à l'exploitant une lettre de suite préfectorale, lui rappelant les obligations réglementaires de l'arrêté ministériel du 11/03/2010 modifié relatives au contenu du rapport de contrôle réglementaire des rejets atmosphériques. Il est attendu dans un délai de 3 mois que l'exploitant justifie le caractère représentatif des mesures effectuées en 2021 et 2022 en précisant les conditions de fonctionnement des installations lors des mesures.</p>  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale  |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois  |



## N°7 : Plan de gestion des solvants

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28-1   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, air   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Tout exploitant d'une installation consommant plus d'une tonne de solvants par an met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant <b>notamment les entrées et les sorties de solvants</b> de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.<br>Si la consommation annuelle de solvant de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an, l'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations classées le plan de gestion des solvants et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation.  |
| <b>Constats :</b><br>L'exploitant transmet annuellement via sa déclaration GEREPE le Plan de Gestion des Solvants (PGS).<br>C'est un PGS dit "complet" au sens de la méthodologie de mise en œuvre. Le PGS transmis pour l'année 2022 indique 70,8 tonnes de solvants utilisés.<br>Les différents compartiments y sont calculés sans justification des entrées et sorties, notamment le calcul des émissions par rejets canalisés (O1), les pertes dans les déchets (O6) ; ainsi que les solvants libérés d'une autre manière (O9).<br><br>L'inspection a interrogé l'exploitant sur le calcul de ces derniers compartiments du PGS.<br><br>L'exploitant a répondu à cette demande par courrier du 13 décembre 2023 :<br>O1 : L'inspection constate que la quantité d'émission canalisée, O1, est calculée à l'aide d'une mesure annuelle.<br>Le calcul consiste à multiplier le nombre d'heure de fonctionnement de l'épurateur par la valeur de flux horaire moyen de COVT mesurée au point aval de l'épurateur. Cette mesure est réalisée en équivalent carbone. Le guide méthodologique d'élaboration d'un PGS (INERIS) indique que O1 doit être exprimé en kg de solvant (p13).<br>De plus, le calcul de ce compartiment ne mentionne que les émissions de COV pour l'épurateur. Cependant, les rapports de mesures des rejets atmosphériques (constat 4) mentionnent des émissions de COV sur les rejets canalisés des extrudeuses.<br>O6 : Quantités de solvants contenues dans les déchets : L'exploitant n'a pas démontré la valeur de 70g prise comme hypothèse pour la quantité de solvant contenue dans les chiffons.<br>O9 : Solvants libérés d'une autre manière : La quantité indiquée dans ce compartiment correspond aux émissions diffuses de solvants générées lors des périodes d'indisponibilité de l'épurateur. |
| <b>Observations :</b><br>Il convient de mettre à jour le Plan de Gestion des Solvants avec des hypothèses justifiées pour l'ensemble des compartiments. Les méthodes de calcul utilisées et leurs conditions d'utilisation seront décrites. Le guide d'élaboration d'un PGS publié par l'INERIS peut être utilisé.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription   |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois   |

## N° 8 : Nomenclature Rubrique 1978

|   |  |  |  |  |
|---|--|--|--|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement, article R513-1.I  |  |  |  |  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, nomenclature  |  |  |  |  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><p>I. - Pour les installations existantes relevant des dispositions de <a href="#">l'article L. 513-1</a>, l'exploitant doit fournir au préfet les indications suivantes :</p> <p>1° S'il s'agit d'une personne physique, ses nom, prénoms et domicile. S'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique et l'adresse de son siège social, ainsi que la qualité du déclarant ;</p> <p>2° L'emplacement de l'installation ;</p> <p>3° La nature et le volume des activités exercées ainsi que la ou les rubriques de la nomenclature dans lesquelles l'installation doit être rangée.</p> <p><u>Rubrique 1978 de la nomenclature des installations classées pour l'environnement :</u></p> <p>1978. Solvants organiques (Directive IED) - applicable à compter du 1er janvier 2020</p> <hr/> <p><b>1.9 Solvants organiques (Directive IED)</b></p> <hr/> <p>(Rubrique créée par le Décret n° 2019-1096 du 28 octobre 2019)<br/>Solvants organiques (installations et activités mentionnées à <a href="#">l'annexe VII de la directive 2010/75/ UE du 24 novembre 2010</a> relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) utilisant des) :</p> <p><u>Rubrique créée à compter du 1er janvier 2020</u></p> <table border="1"><tr><td>1978</td><td>Solvants organiques (installations et activités mentionnées à <a href="#">l'annexe VII de la directive 2010/75/ UE du 24 novembre 2010</a> relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) utilisant des) :</td><td></td><td></td></tr></table> | 1978   | Solvants organiques (installations et activités mentionnées à <a href="#">l'annexe VII de la directive 2010/75/ UE du 24 novembre 2010</a> relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) utilisant des) : |  |  |
| 1978  | Solvants organiques (installations et activités mentionnées à <a href="#">l'annexe VII de la directive 2010/75/ UE du 24 novembre 2010</a> relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) utilisant des) : |  |  |  |
| <b>Constats :</b><br><p>Pour l'année 2022, l'exploitant a mentionné au sein de la déclaration GEREPE 2022 une quantité consommée de solvants de 70,8 tonnes, dans le cadre des activités d'impression</p> <p>Cette activité correspond à la rubrique 1978, créée par le décret n° 2019-1096 du 28 octobre 2019.</p> <p>A ce jour, aucune information n'a été transmise par l'exploitant quant à l'appartenance de cette activité à la rubrique précitée.</p>  |  |  |  |  |
| <b>Observations :</b> Il conviendra au vu de l'antériorité de l'activité, que l'exploitant se positionne sur cette rubrique par un porter à connaissance.   |  |  |  |  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |  |  |  |  |
| <b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale   |  |  |  |  |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois   |  |  |  |  |